N° 11-002F au catalogue (English 11-002E) ISSN 0380-0563

Infomat

Revue hebdomadaire

NOV 15 2002

Le vendredi 15 novembre 2002

VOIR AUSSI

La valeur des permis de construction recule mais demeure élevée

La valeur des permis de construction a reculé pour le deuxième mois d'affilée en septembre, à la suite d'un repli survenu à la fois dans le secteur résidentiel et dans le secteur non résidentiel. De janvier à septembre, cependant, la valeur totale des permis de construction a augmenté de 16,4 % par rapport à la même période en 2001, et ce, grâce à la forte demande de logements neufs que l'on connaît depuis le début de l'année.

La productivité augmente si l'on tient compte des émissions de gaz à effet de serre

La productivité multifactorielle des entreprises a augmenté au taux annuel moyen de 0,77 % de 1981 à 1996. Cependant, une étude expérimentale montre que, lorsque l'on tient compte de l'augmentation de la production par unité de CO_2 émis, la productivité a progressé au taux annuel moyen de 0,9 % au cours de cette période.

Le taux d'incarcération baisse mais la surveillance communautaire progresse

Un jour donné en 2000-2001, le nombre d'adultes purgeant une peine dans un pénitencier fédéral ou dans une prison provinciale ou territoriale s'élevait à 31 500 en moyenne. En outre, on dénombrait 119 900 contrevenants adultes sous une forme quelconque de surveillance dans la collectivité en 2000-2001.

La croissance de l'emploi propulsée par le travail à temps partiel

Le nombre d'emplois a augmenté d'environ 33 000 en octobre, ce qui porte la progression à 459 000 (+3,0 %) depuis le début de l'année. La croissance a entièrement été concentrée dans le travail à temps partiel, qui a plus que contrebalancé les pertes subies dans le travail à temps plein.

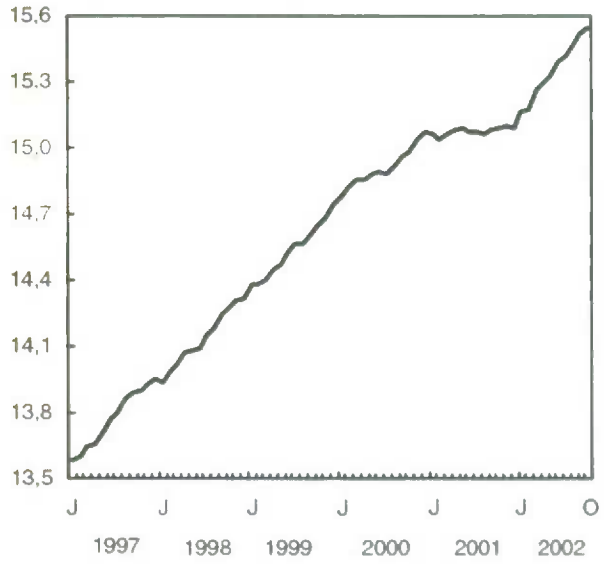
Grâce à cette croissance globale, le taux de chômage a fléchi de 0,1 point de pourcentage pour s'établir à 7,6 %.

Au cours des deux derniers mois, l'emploi à temps partiel a été le principal facteur de croissance, les hausses s'élevant à 99 000. Le nombre d'emplois à temps partiel a augmenté de 224 000 (+8,2 %) depuis le début de l'année, tandis que celui des emplois à temps plein a crû de 235 000 (+1,9 %).

(suite à la page 2)

Emploi

En millions, données désaisonnalisées



La croissance de l'emploi... *(suite de la page 1)*

En octobre, l'emploi dans le secteur de la construction a crû de 20 000, en raison de la demande soutenue des consommateurs en matière de logement. La tendance à la hausse amorcée en avril dernier dans ce secteur s'est traduite par une progression de 64 000 emplois (+7,6 %) depuis le début de l'année.

L'emploi dans les services d'hébergement et de restauration a progressé de 20 000, ce qui représente presque toute la croissance observée dans ce secteur en 2002 (+2,5 %).

Les services administratifs, de gestion et de soutien ont généré 18 000 emplois, ce qui porte les hausses depuis le début de l'année à 33 000 (+5,9 %).

En raison de la croissance de l'emploi dans les services de soins ambulatoires, le secteur de la santé et de l'assistance sociale a affiché une augmentation de 12 000 emplois en octobre, portant les hausses depuis le début de l'année à 78 000 emplois (+5,0 %).

Quant à l'agriculture, l'emploi y a progressé de 11 000 en octobre. Les augmentations observées pour ce mois étaient concentrées dans la production de bétail.

Par contre, l'emploi dans le secteur manufacturier a baissé de 15 000 en octobre. En dépit de deux pertes mensuelles totalisant 32 000 emplois, ce secteur affiche une hausse de 117 000 emplois (+5,3 %) depuis le début de l'année. Le secteur du transport et de l'entreposage a aussi accusé un recul de 15 000 emplois. Malgré le repli affiché en octobre, l'emploi dans ce secteur est en hausse de 27 000 (+3,6 %) depuis le début de l'année.

L'emploi dans le secteur de l'enseignement a diminué de 17 000 en octobre. Les pertes sont principalement survenues dans les écoles postsecondaires. Malgré cette baisse, cependant, ce secteur affiche une croissance de 4,9 % (+48 000) depuis le début de l'année.

Le nombre de travailleurs indépendants s'est accru de 39 000, ce qui porte les hausses à 130 000 (+5,7 %) depuis le début de l'année. Depuis qu'une tendance à la hausse a été amorcée en avril, la progression du travail indépendant a été stimulée par la croissance des services professionnels, scientifiques et techniques, du secteur agricole et du secteur des soins de santé et de l'assistance sociale.

Après sept mois de croissance soutenue, le nombre d'emplois dans le secteur public a diminué de 21 000. Malgré cette baisse, l'emploi y est en hausse de 3,7 % depuis le début de l'année.

L'emploi a progressé de 24 000 chez les femmes adultes, mais il s'agit presque exclusivement d'emplois à temps partiel. Le taux de chômage des femmes adultes a diminué de 0,3 point pour s'établir à 6,0 %. Par contre, les hommes ont connu un important repli de l'emploi à temps plein, qui a été contrebalancé par une hausse marquée de l'emploi à temps partiel. L'emploi chez les jeunes a peu varié, la progression du travail à temps plein ayant été contrebalancée par des pertes d'emplois à temps partiel. Le taux de chômage des jeunes se situe à 13,9 %, en hausse de 0,2 point par rapport à septembre.

Enquête sur la population active, octobre 2002
Données désaisonnalisées[1]

	Population active		Emploi		Chômage	
	Milliers	Variation mensuelle en %	Milliers	Variation mensuelle en %	Milliers	Taux (%)
Canada	**16 831,8**	**0,2**	**15 549,5**	**0,2**	**1 282,4**	**7,6**
Terre-Neuve-et-Labrador	258,6	0,6	211,3	-1,1	47,2	18,3
Île-du-Prince-Édouard	76,6	-1,2	67,6	-1,0	9,1	11,9
Nouvelle-Écosse	473,5	-0,5	428,5	-0,3	44,9	9,5
Nouveau-Brunswick	388,8	0,2	346,9	-0,4	41,9	10,8
Québec	3 934,1	0,1	3 614,3	0,3	319,9	8,1
Ontario	6 613,7	0,2	6 139,5	0,3	474,2	7,2
Manitoba	600,9	0,6	569,0	0,1	31,8	5,3
Saskatchewan	519,8	0,8	489,6	0,5	30,1	5,8
Alberta	1 785,8	0,4	1 683,2	0,4	102,6	5,7
Colombie-Britannique	2 180,1	0,0	1 999,6	-0,1	180,5	8,3

1. Les données s'appliquent aux hommes et aux femmes âgés de 15 ans et plus.

L'emploi a progressé de 20 000 en Ontario, et cette hausse s'est répartie dans plusieurs secteurs. Le taux de chômage de la province a fléchi de 0,1 point pour se fixer à 7,2 %.

Par contre, l'emploi a peu varié au Québec, les pertes d'emplois à temps plein ayant été contrebalancées par la hausse des emplois à temps partiel. Le taux de chômage de la province a baissé de 0,3 point en octobre pour s'établir à 8,1 %.

Quant à la Colombie-Britannique, l'emploi y est demeuré inchangé, la baisse du nombre de postes à temps plein ayant été partiellement contrebalancée par la croissance des postes à temps partiel. Par conséquent, le taux de chômage de la province a augmenté de 0,2 point pour atteindre 8,3 %.

L'emploi a légèrement augmenté en Alberta, de sorte que le taux de chômage y a diminué de 0,1 point pour se fixer à 5,7 %. Pour ce qui est des autres provinces, l'emploi a peu varié.

Information population active *pour la semaine se terminant le 19 octobre (Internet : 71-001-XIF, 8 $ / 78 $) est maintenant en vente. Pour des renseignements généraux, communiquez avec les Services à la clientèle au (613) 951-4090 ou composez sans frais le 1 866 873-8788 (courriel : travail@statcan.ca). Pour des questions analytiques, communiquez avec Martin Tabi au (613) 951-5269, Division de la statistique du travail. (Voir aussi les « Tendances actuelles » à la page 7.)*

La valeur des permis de construction recule mais demeure élevée

La valeur des permis de construction a reculé pour le deuxième mois d'affilée en septembre, en raison d'un repli des intentions de construction à la fois dans le secteur résidentiel et dans le secteur non résidentiel. La valeur des permis émis s'élevait à 3,7 milliards de dollars, en baisse de 6,9 % par rapport à août.

Au cours des neufs premiers mois de 2002, la valeur totale des permis de construction a atteint 34,4 milliards de dollars, en hausse de 16,4 % par rapport à la même période en 2001. Cette bonne performance est le résultat de la forte demande de logements neufs que l'on connaît depuis le début de l'année.

Dans le secteur résidentiel, la valeur des permis de construction a régressé de 4,4 %, pour s'établir à 2,4 milliards de dollars. Malgré ce repli, les intentions de construction résidentielle sont demeurées élevées. Le niveau de septembre a été à peu près équivalent à la moyenne mensuelle observée depuis le début de l'année, ce qui en fait une année exceptionnelle jusqu'ici.

La valeur des permis de construction de logements unifamiliaux a atteint 1,8 milliard de dollars, soit 1,0 % de plus qu'en août. Il s'agit de la deuxième hausse mensuelle consécutive. Quant aux permis de construction de logements multifamiliaux, leur valeur a été de 674 millions de dollars, en baisse de 16,1 %.

La valeur cumulative des permis de construction résidentielle depuis le début de l'année a grimpé de 35,2 % par rapport à la même période en 2001. L'effervescence du marché du logement de cette année est due aux taux hypothécaires bas et à l'excellente croissance de l'emploi ainsi qu'au faible nombre de logements à louer ou à revendre.

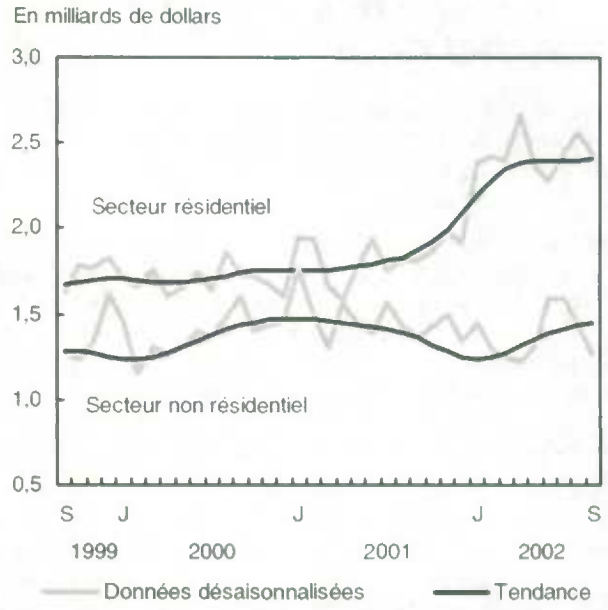
La valeur des intentions de construction non résidentielle a diminué de 11,3 % en septembre, se fixant à 1,3 milliard de dollars. Il s'agit de la plus forte baisse (en dollars) observée depuis mars 2001. Elle a touché chacune des trois composantes non résidentielles, à savoir commerciale, industrielle et institutionnelle.

La composante institutionnelle a fléchi de 13,7 % pour atteindre 400 millions de dollars. Il s'agit de la deuxième baisse marquée de suite. Hormis les bâtiments religieux et les établissements de services sociaux, toutes les catégories d'immeubles institutionnels, et en particulier les établissements d'enseignement, ont enregistré un repli.

La composante commerciale a reculé de 7,0 % pour se fixer à 638 millions de dollars, ce qui est la troisième baisse mensuelle consécutive. La catégorie du commerce et des services a accusé la perte la plus importante, après avoir enregistré une hausse considérable en août.

Quant à la composante industrielle, elle a chuté de 17,8 %, tombant à 237 millions de dollars, entraînée par un important recul dans la catégorie des usines de fabrication. Il s'agit de la deuxième baisse mensuelle d'affilée.

Valeur des permis de construction



La valeur cumulative des permis de construction non résidentielle s'est établie à 12,4 milliards de dollars, en baisse de 6,5 % par rapport à la même période en 2001.

La moitié des 28 régions métropolitaines de recensement ont accusé une baisse mensuelle de la valeur des permis de construction non résidentielle. Le recul le plus considérable, et de loin, est survenu à Toronto, où les intentions ont fléchi dans la catégorie du commerce et des services ainsi que dans celle des entrepôts. Cependant, avant ce recul, des niveaux relativement élevés avaient été enregistrés en août. Victoria a affiché la plus forte hausse, grâce à d'importants projets dans la catégorie des restaurants.

À l'échelle provinciale, le recul mensuel le plus important est survenu en Ontario, où les intentions ont chuté de 31,2 %, pour se fixer à 486 millions de dollars. Il s'agit du troisième recul mensuel observé en Ontario, où les intentions ont diminué dans huit des 11 régions métropolitaines de recensement. L'Alberta a affiché la meilleure croissance (+25,1 %, valeur totale de 242 millions de dollars), une hausse ayant été enregistrée dans chacune des trois composantes.

Le numéro de septembre 2002 de ***Permis de bâtir*** *(Internet : 64-001-XIF, 14 $ / 145 $) vient de paraître. Pour des renseignements généraux, communiquez avec Vere Clarke au (613) 951-6556 ou composez sans frais le 1 800 579-8533 (courriel : clarver@statcan.ca). Pour des questions analytiques, communiquez avec Valérie Gaudreault au (613) 951-1165 (courriel : gaudval@statcan.ca), Division de l'investissement et du stock de capital.*

La productivité augmente si l'on tient compte des émissions de gaz à effet de serre

Dans le cadre conceptuel habituel de la productivité, la production est définie de façon conventionnelle, qui ne tient compte d'aucun produit nocif sous forme de dégradation de l'environnement.

La mesure conventionnelle de la croissance de la productivité utilisée par le Canada et d'autres pays industrialisés ne tient généralement pas compte de la pollution, comme les émissions de gaz à effet de serre, causée par les procédés industriels. Une nouvelle étude, intitulée *Prise en compte des émissions de gaz à effet de serre dans le cadre conventionnel d'estimation de la productivité*, propose un cadre expérimental permettant d'intégrer l'effet de la production sur l'environnement dans les estimations de la productivité.

Ce cadre expérimental comporte l'agrégation des mesures traditionnelles de la production et des émissions de dioxyde de carbone (CO_2) grâce à l'utilisation, pour les émissions, d'un prix implicite ou « fictif » calculé par une méthode d'analyse statistique multivariée. Des données sur les coûts, sur la production et sur les émissions par branche d'activité, tenues à jour dans les Comptes canadiens de productivité, sont utilisées pour déterminer dans quelle mesure la variation des coûts au niveau de la branche d'activité ont réagi aux variations des émissions observées de 1981 à 1996.

Au cours des deux dernières décennies, les diverses branches d'activité canadiennes ont réduit leurs émissions de CO_2 par rapport à la production de biens commercialisables. De 1981 à 1996, les émissions de CO_2 ont augmenté au taux annuel moyen d'environ 1,9 %, ce qui est inférieur à la croissance de 2,9 % de la production des entreprises canadiennes. Par conséquent, la production par unité de CO_2 émis s'est accrue. Cette amélioration représente un gain réel de productivité comparable au gain généré par une hausse de la productivité du travail ou du capital.

Les gains relatifs à l'utilisation du travail et du capital et aux émissions de CO_2 peuvent être considérés conjointement dans une mesure de la productivité multifactorielle. Dans un tel cadre, l'étude montre que la croissance de la productivité de 1981 à 1996 aurait été supérieure de 17 % aux estimations courantes de la productivité multifactorielle qui ne tiennent pas compte de la plus grande efficacité des entreprises canadiennes quant aux émissions.

La productivité multifactorielle, qui mesure l'efficacité avec laquelle les entreprises transforment les intrants comme le capital, le travail et les matières en produits et services, est un indicateur essentiel de la performance économique. On la mesure sur la base de la différence entre le taux de croissance de la production et celui de l'ensemble des intrants.

Selon la mesure conventionnelle courante, la productivité multifactorielle du secteur des entreprises a augmenté au taux annuel moyen de 0,77 % de 1981 à 1996.

Cependant, lorsque l'on tien compte de l'augmentation de la production par unité de CO_2 émis, les estimations révisées montrent que la productivité a crû au taux annuel moyen de 0,9 % de 1981 à 1996. Il s'agit d'une croissance de 17 % par rapport à la mesure conventionnelle. Si cet écart paraît peu important, 0,1 % par an composé sur 15 ans représente un effet cumulatif considérable.

Les résultats obtenus grâce au nouveau cadre d'analyse ne sont pas meilleurs pour toutes les branches d'activité et ne s'appliquent pas uniformément à toute la période considérée. Par exemple, l'augmentation a été un peu plus importante pour le secteur des entreprises dans son ensemble durant les années 1990 que durant les années 1980.

Concernant le secteur primaire, la croissance annuelle moyenne de la productivité multifactorielle a été de l'ordre de 1,5 % de 1981 à 1996. Il s'agit d'une performance plus faible que celle de 1,6 % obtenue lorsqu'on ne tient pas compte des émissions de CO_2 dans l'analyse. En revanche, pour le secteur manufacturier, la croissance annuelle moyenne a été de 0,8 % durant la même période, soit un taux supérieur à celui de 0,7 % obtenu au moyen du cadre de calcul conventionnel.

On peut consulter l'étude intitulée ***Prise en compte des émissions de gaz à effet de serre dans le cadre conventionnel d'estimation de la productivité****, n° 7 (11F0027MIF, gratuit) dans le site de Statistique Canada (www.statcan.ca). Pour plus de renseignements, communiquez avec Tarek M. Harchaoui au (613) 951-9856 (courriel : harctar@statcan.ca) ou avec John R. Baldwin au (613) 951-8588 (courriel : baldjoh@statcan.ca), Division des études et de l'analyse microéconomiques.*

Aperçu graphique des indicateurs de justice pénale

Aperçu graphique des indicateurs de justice pénale, 2000-2001 compte 99 graphiques de données actuelles et chronologiques extraites d'enquêtes menées par Statistique Canada. Les graphiques offrent des données sur la criminalité fournies par la police, sur les activités des tribunaux provinciaux ou territoriaux de juridiction criminelle pour adultes et sur les activités des tribunaux de la jeunesse.

Les graphiques présentent aussi les populations correctionnelles pour adultes, l'administration policière ainsi que des indicateurs environnementaux pouvant influer sur la criminalité et le système juridique. De plus, certains thèmes d'actualité comme la violence familiale, l'emploi dans le secteur juridique et la victimisation criminelle y sont présentés. Chacun des graphiques est accompagné d'un court texte explicatif.

Le document ***Aperçu graphique des indicateurs de justice pénale,*** *2000-2001 (Internet : 85-227-XIF, 26 $) est maintenant en vente. Pour plus de renseignements, communiquez avec les Services à la clientèle au (613) 951-9023 ou composez sans frais le 1 800 387-2231, Centre canadien de la statistique juridique.*

Le taux d'incarcération baisse mais la surveillance communautaire progresse

Un jour donné en 2000-2001, le nombre d'adultes purgeant une peine dans un pénitencier fédéral ou dans une prison provinciale ou territoriale s'élevait à 31 500 en moyenne. Parmi eux, 40 % se trouvaient dans des établissements fédéraux, et 35 % dans des établissements provinciaux ou territoriaux. Environ 24 % étaient des prévenus qui attendaient de comparaître de nouveau.

En outre, on dénombrait 119 900 contrevenants adultes sous une forme quelconque de surveillance dans la collectivité en 2000-2001. Près de 84 % d'entre eux étaient en probation, 8 % étaient visés par une condamnation avec sursis, et 8 % bénéficiaient d'une liberté conditionnelle ou d'une liberté d'office.

Le taux d'incarcération s'établissait à 133 détenus adultes pour 100 000 adultes en 2000-2001, en baisse de 2 % par rapport à 1999-2000. Le taux d'incarcération désigne le compte moyen d'adultes sous garde (en détention temporaire, en détention provisoire ou en détention après condamnation) par rapport à la population adulte.

Même si le taux d'incarcération a fléchi, le taux de surveillance dans la collectivité pour 100 000 adultes a augmenté de 12 % de 1990-1991 à 2000-2001. Au cours de ces années, le taux global de personnes supervisées par les services correctionnels s'est accru de 8 %.

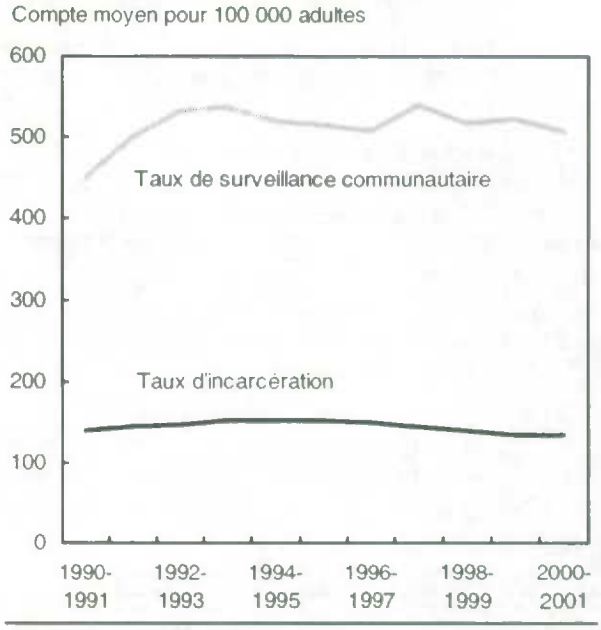
En 2000-2001, près de 224 400 adultes ont été admis dans des prisons provinciales ou territoriales (à l'exclusion du Nouveau-Brunswick). Sur cet effectif, 53 % étaient en détention provisoire en attendant une décision du tribunal, et 36 % ou 80 900 avaient été envoyés en prison après avoir été condamnés par un tribunal. Les personnes en détention temporaire, comme les personnes en détention aux fins de l'immigration, représentaient les 11 % restants.

Sur l'ensemble des 7 700 contrevenants adultes incarcérés dans des prisons fédérales en 2000-2001, 55 % ont été admis à la suite d'une condamnation, 42 %, à la suite de la révocation de la liberté conditionnelle, et le reste, pour d'autres raisons.

En 2000-2001, 109 500 adultes ont été inscrits à des programmes communautaires : 75 % étaient en probation, tandis que 16 % étaient visés par une condamnation avec sursis, et 10 % bénéficiaient d'une autre forme quelconque de liberté sous condition, comme la liberté conditionnelle ou la liberté d'office.

Les trois quarts de toutes les admissions dans des établissements provinciaux ou territoriaux en 2000-2001 étaient pour une durée de trois mois ou moins. Environ les deux tiers de toutes les admissions après condamnation dans des établissements fédéraux duraient moins de quatre ans. Les contrevenants sous responsabilité fédérale purgeant une peine à perpétuité ne représentaient que 4 % de toutes les admissions après condamnation dans ces établissements.

Incarcération et surveillance communautaire



En 2000-2001, les gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux ont consacré 2,5 milliards de dollars aux systèmes correctionnels pour adultes, contre 2,4 milliards de dollars en 1999-2000. Les trois quarts de ce montant ont été dépensés pour des services dans les établissements, et le reste, pour des programmes de surveillance dans la collectivité, les bureaux centraux et les commissions des libérations conditionnelles.

Les dépenses fédérales de fonctionnement au chapitre des services correctionnels (y compris pour les libérations conditionnelles) se sont élevées à 1,3 milliard de dollars, en hausse de 23 % par rapport à 1995-1996 après correction en fonction de l'inflation. Les dépenses en matière de services correctionnels dans les provinces et les territoires se sont chiffrées à 1,2 milliard de dollars, en hausse de 12 % par rapport à 1995-1996.

***Le Juristat : les services correctionnels pour adultes au Canada**, 2000-2001, vol. 22, nº 10 (Internet : 85-002-XIF, 8 $ / 70 $; papier : 85-002-XPF, 10 $ / 93 $) est maintenant en vente. Pour plus de renseignements, communiquez avec les Services à la clientèle au (613) 951-9023 ou composez sans frais le 1 800 387-2231, Centre canadien de la statistique juridique.*

Nouveautés de Statistique Canada

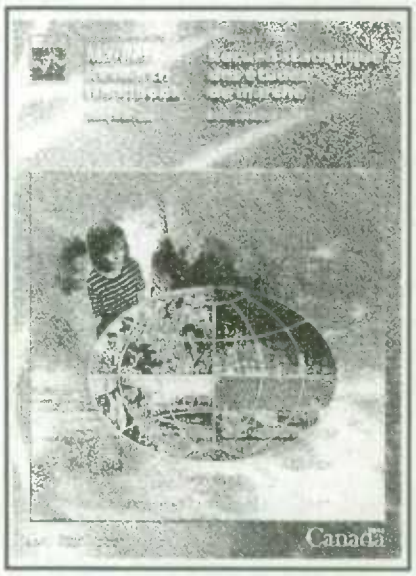
Industrie des messageries et des services locaux de livraison

Les recettes d'exploitation des entreprises de l'industrie des messageries et des services locaux de livraison ont augmenté pour atteindre 5,0 milliards de dollars, contre 4,7 milliards de dollars en 1999. L'industrie comporte deux principaux segments, soit celui des entreprises de messageries, qui fournissent principalement des services de livraison le lendemain ou de nuit ainsi que des services de livraison nationale et internationale, et celui des petites entreprises de services locaux de livraison, qui fournissent des services de livraison locale le jour même.

Les entreprises de messageries représentent seulement 11 % des 17 657 entreprises de l'industrie, mais 80 % des recettes d'exploitation. La marge d'exploitation de l'industrie des messageries s'est accrue de 11 % en 2000, tandis que celle de l'industrie des services locaux de livraison a fléchi de 2 %.

Les services de livraison le lendemain ou de nuit, qui fournissent la majeure partie des services, ont généré un peu plus de la moitié du revenu total de livraison, même s'ils n'avaient livré que le tiers du nombre total de colis. Quant aux recettes de livraison par lieu de collecte, l'Ontario continue de tenir la palme d'or parmi les provinces, ayant généré un peu plus de la moitié des recettes.

Un article comprenant un texte analytique, des tableaux et des graphiques paraîtra sous peu dans le ***Bulletin de service du transport terrestre et maritime*** *(Internet : 50-002-XIB, 10 $). Pour plus de renseignements, communiquez avec Joe Foti au (613) 951-6354 (courriel : foti@statcan.ca), Division des transports.*



Recueil statistique des études de marché
Édition de 2002

Le *Recueil statistique des études de marché* constitue, depuis 1975, une source autorisée d'information socioéconomique reflétant les caractéristiques clés des marchés national et régionaux. Parce qu'il fournit des statistiques précises et actuelles sur l'évolution du niveau de vie et des caractéristiques démographiques et économiques de la société canadienne, ce recueil offre aux entreprises un moyen de repérer les marchés cibles, de déterminer leur part du marché et d'évaluer leur position concurrentielle.

L'édition de 2002 comporte les données les plus récentes tirées du Recensement de 2001 ainsi que de nombreuses enquêtes. Cette édition comporte aussi certains éléments visant à en faciliter l'usage, soit un guide de l'utilisateur, des graphiques annotés mettant en relief les tendances fondamentales, un service d'assistance téléphonique pour chacune des sources de données et des renvois à CANSIM.

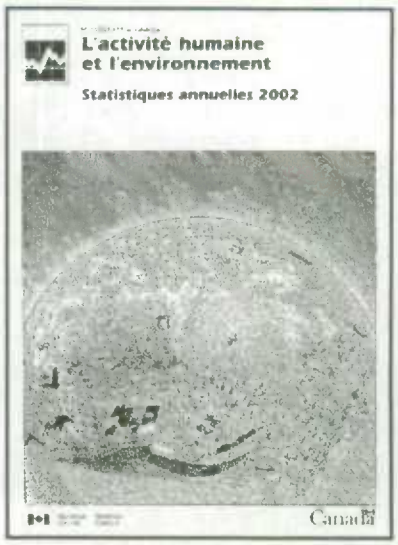
Le ***Recueil statistique des études de marché*** *(Internet : 63-224-XIB, 94 $; papier : 63-224-XPB, 125 $) est maintenant en vente. Pour des renseignements généraux sur la publication, consultez le site de Statistique Canada (www.statcan.ca). Cliquez sur* Nos produits et services, *puis sur la bannière* Recueil statistique des études de marché 2002. *Pour plus de renseignements, communiquez avec la Division des petites entreprises et des enquêtes spéciales en composant sans frais le 1 877 679-2746.*

L'activité humaine et l'environnement : statistiques annuelles

L'activité humaine et l'environnement : statistiques annuelles 2002 est la première mise à jour annuelle du recueil détaillé de statistiques *L'activité humaine et l'environnement*, publié tous les cinq ans. Cette publication annuelle vise à fournir aux utilisateurs un accès rapide à des tableaux actuels dans un format pratique et facile à lire.

Elle comporte un article intitulé « La qualité de l'air au Canada » qui décrit, entre autres, les répercussions de la qualité de l'air sur la santé humaine et sur l'environnement ainsi que les efforts des gouvernements et des entreprises visant à résoudre les problèmes de qualité de l'air.

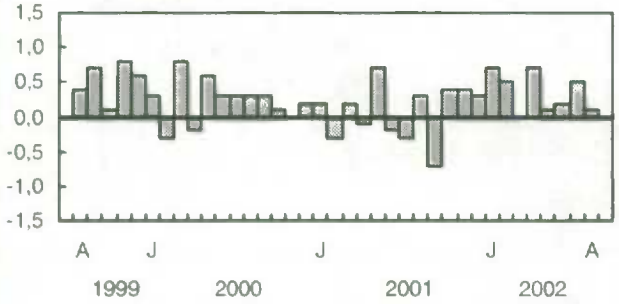
L'activité humaine et l'environnement : statistiques annuelles 2002 *(Internet : 16-201-XIF, 10 $; papier : 16-201-XPF, 40 $, avec CD-ROM) est maintenant en vente. Pour plus de renseignements, communiquez avec Réjean Lebrun (613) 951-5821 (courriel : rejean.lebrun@statcan.ca), Division des comptes et de la statistique de l'environnement.*



Tendances actuelles

Produit intérieur brut

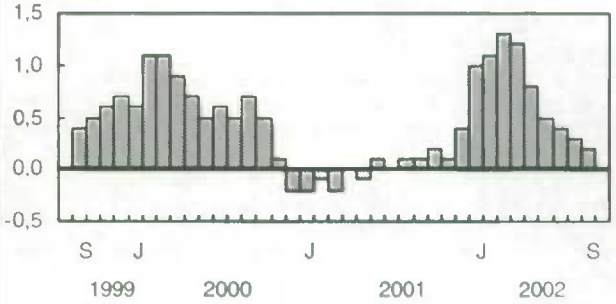
Variation mensuelle en %



L'activité économique globale a augmenté de 0,1 % en août, après avoir progressé de 0,5 % en juillet.

Indice composite

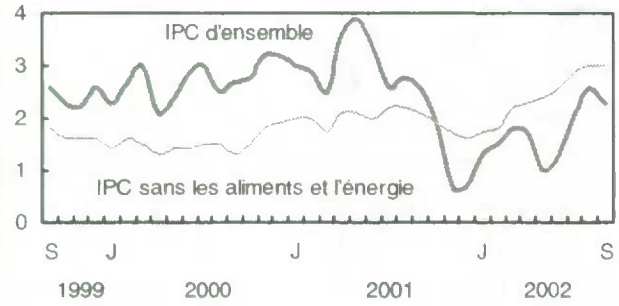
Variation mensuelle en %



L'indicateur avancé s'est accru de 0,2 % en septembre. La croissance des secteurs manufacturier et du logement a contrebalancé une nouvelle chute du marché boursier.

Indice des prix à la consommation

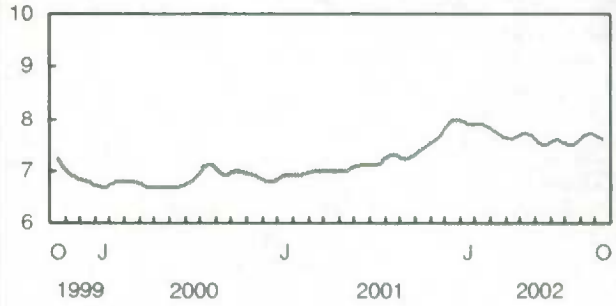
Variation annuelle en %



En septembre, les prix à la consommation de biens et de services étaient supérieurs de 2,3 % à ceux d'il y a un an. Sans les aliments et l'énergie, les prix ont augmenté de 3,0 %.

Taux de chômage

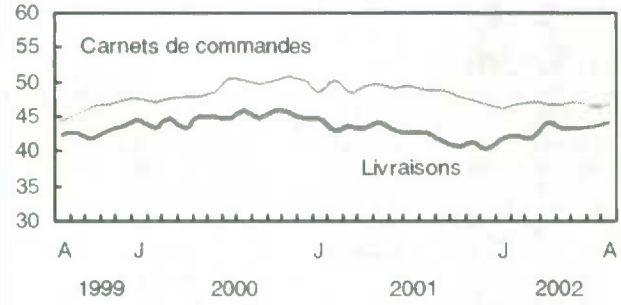
%



En octobre, le taux de chômage a baissé de 0,1 point de pourcentage pour s'établir à 7,6 %.

Fabrication

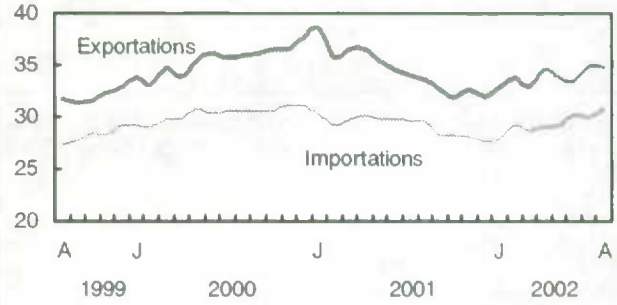
Milliards de dollars



Les livraisons des fabricants ont progressé de 0,6 % en août pour atteindre 43,9 milliards de dollars. Les carnets de commandes ont augmenté de 0,8 % pour se fixer à 46,8 milliards de dollars.

Commerce des marchandises

Milliards de dollars



En août, les exportations ont chuté de 0,6 % pour se fixer à 34,8 milliards de dollars. Les importations ont augmenté de 2,6 % pour se fixer à 30,7 milliards de dollars.

Note : Tous les chiffres sont désaisonnalisés à l'exception de l'Indice des prix à la consommation.

Dernières statistiques

	Période	Niveau	Variation (période précédente)	Variation (année précédente)
GÉNÉRAL				
Produit intérieur brut (milliards de dollars de 1997)[1]	août	979,3	0,1 %	3,2 %
Indice composite (1992 = 100)	septembre	179,1	0,2 %	7,6 %
Bénéfices d'exploitation des sociétés (milliards de dollars)	2e trim. de 2002	38,8	10,7 %	-0,2 %
Taux d'utilisation de la capacité industrielle (%)[2]	2e trim. de 2002	83,2	1,3 †	-0,1 †
DEMANDE INTÉRIEURE				
Ventes au détail (milliards de dollars)	août	25,7	0,2 %	6,4 %
Ventes de véhicules automobiles neufs (milliers d'unités)	septembre*	145,5	-0,4 %	12,2 %
Ventes en gros (milliards de dollars)	août	35,1	1,1 %	5,6 %
EMPLOI				
Personnes occupées (millions)	octobre*	15,5	0,2 %	3,1 %
Taux de chômage (%)	octobre*	7,6	-0,1 †	0,2 †
Taux d'activité (%)	octobre*	67,2	0,0 †	1,3 †
Rémunération hebdomadaire moyenne (dollars)	août	679,08	0,3 %	1,6 %
Indice de l'offre d'emploi (1996 = 100)	octobre	120,9	-2,7 %	-9,4 %
Prestataires ordinaires d'assurance-emploi (en milliers)	août	557,8	-2,7 %	3,4 %
COMMERCE INTERNATIONAL				
Exportations de marchandises (milliards de dollars)	août	34,8	-0,6 %	3,3 %
Importations de marchandises (milliards de dollars)	août	30,7	2,6 %	3,7 %
Balance commerciale (tous les chiffres sont en milliards de dollars)	août	4,1	-1,0	0,0
FABRICATION				
Livraisons (milliards de dollars)	août	43,9	0,6 %	2,9 %
Nouvelles commandes (milliards de dollars)	août	44,3	3,0 %	5,0 %
Commandes en carnet (milliards de dollars)	août	46,8	0,8 %	-4,1 %
Ratio des stocks aux livraisons	août	1,43	0,01	-0,08
PRIX				
Indice des prix à la consommation (1992 = 100)	septembre	120,1	0,0 %	2,3 %
Indice des prix des produits industriels (1997 = 100)	septembre	108,5	0,7 %	0,5 %
Indice des prix des matières brutes (1997 = 100)	septembre	116,9	2,1 %	5,6 %
Indice des prix des logements neufs (1992 = 100)	septembre*	111,2	0,2 %	4,2 %

Note : Tous les chiffres sont désaisonnalisés à l'exception des indices de prix.

* *Nouveau cette semaine.*

† *Points de pourcentage.*

1. *1997 remplace 1992 comme année de base pour l'estimation du produit intérieur brut par industrie. En outre, l'évaluation au coût des facteurs a été remplacée par une évaluation aux prix de base.*
2. *Le calcul du taux d'utilisation de la capacité de production est maintenant basé sur le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN) de 1997, qui remplace la Classification type des industries de 1980.*

Infomat

Revue hebdomadaire

Publié par la Sous-section de la diffusion officielle, Division des communications, Statistique Canada, immeuble R.-H.-Coats, 10e étage, Ottawa (Ontario), K1A 0T6.

Prix au numéro : version imprimée, 4 $; version sur Internet, 3 $. Abonnement annuel : version imprimée, 145 $; version sur Internet, 109 $. Les prix sont exprimés en dollars canadiens et n'incluent pas les taxes de vente. Des frais de livraison supplémentaires s'appliquent aux envois à l'extérieur du Canada.

Abonnements : Envoyez un mandat postal ou un chèque à l'ordre du Receveur général du Canada, Statistique Canada, Gestion de la circulation, 120, avenue Parkdale, Ottawa (Ontario), K1A 0T6, ou commandez par téléphone : au Canada et à l'extérieur du Canada, composez le (613) 951-7277 ou le 1 800 700-1033. Il est également possible d'envoyer un courriel à l'adresse order@statcan.ca.

La diffusion (officielle) de toute information statistique produite par Statistique Canada se fait d'abord dans *Le Quotidien* (www.statcan.ca), qui est disponible dès 8 h 30. *Le Quotidien* présente les faits saillants de nouvelles diffusions de données, de même que les sources, les liens et le nom de personnes-ressources avec qui communiquer pour obtenir de l'information supplémentaire. Il comprend également les calendriers des principaux communiqués à venir et annonce les nouveaux produits et services de Statistique Canada.

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada. © Ministre de l'Industrie, 2002. Tous droits réservés. Il est interdit de reproduire ou de transmettre le contenu de la présente publication, sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit, enregistrement sur support magnétique, reproduction électronique, mécanique, photographique, ou autre, ou de l'emmagasiner dans un système de recouvrement, sans l'autorisation écrite préalable des Services de concession des droits de licence, Division du marketing, Statistique Canada, Ottawa (Ontario), Canada, K1A 0T6.

Le papier utilisé dans la présente publication répond aux exigences minimales de l'« American National Standard for Information Sciences – Permanence of Paper for Printed Library Materials », ANSI Z39.48 – 1984.

∞

Produits diffusés du 7 au 13 novembre 2002

DOMAINE / Titre du produit	Période	Numéro au catalogue	Prix ($) (Numéro / Abonnement)
AGRICULTURE			
Statistiques du bétail	3e trim. de 2002	23-603-XIF	34/112
COMPTES DES REVENUS ET DES DÉPENSES			
Comptes économiques provinciaux, estimations annuelles	2001	13-213-DDB	400
Comptes économiques provinciaux, estimations annuelles, tableaux et document analytique	2001	13-213-PPB	50
ÉTUDES DE LA FAMILLE ET DU MARCHÉ DU TRAVAIL			
Le point : études sur la famille et le travail		89-001-XIF	gratuit
FABRICATION, CONSTRUCTION ET ÉNERGIE			
Contre-plaqués de construction	août 2002	35-001-XIB	5/47
Extraction de minerais non métalliques	2000	26-226-XIB	gratuit
Livraisons des produits de chauffage à combustible solide	3e trim. de 2002	25-002-XIB	6/19
Produits chimiques industriels et résines synthétiques	août 2002	46-002-XIF	5/47
INVESTISSEMENT ET STOCK DE CAPITAL			
Permis de bâtir	septembre 2002	64-001-XIF	14/145
PETITES ENTREPRISES ET ENQUÊTES SPÉCIALES			
Recueil statistique des études de marché	2002	63-224-XIB	94
Recueil statistique des études de marché	2002	63-224-XPB	125
STATISTIQUE DU TRAVAIL			
Emploi, gains et durée du travail	août 2002	72-002-XIB	24/240
Information population active, pour la semaine se terminant le 19 octobre 2002		71-001-XIF	8/78

Les numéros au catalogue se terminant par -XIB ou -XIF représentent la version électronique sur Internet; -XMB ou -XMF, la version microfiche; -XPB ou -XPF, la version imprimée; -XDB, la version électronique sur disquette; et -XCB, celle sur CD-ROM. (La lettre B indique que le produit est bilingue et la lettre F signifie que le produit est en français.)

Note : Les prix des produits sont exprimés en dollars canadiens et n'incluent pas les taxes de vente. Des frais de livraison s'appliquent aux envois à l'extérieur du Canada.

Pour commander les produits et services

Pour commander *Infomat* ou l'un ou l'autre des produits précités :

Ayez en main • Titre • Numéro au catalogue • Numéro de volume • Numéro de l'édition • Numéro de carte VISA ou MasterCard.

Au Canada et à l'extérieur du Canada, composez : **(613) 951-7277** ou **1 800 267-6677**
Pour envoyer votre commande par télécopieur : **(613) 951-1584** ou **1 877 287-4369**
Courrier électronique : **order@statcan.ca**

Pour commander sur Internet : Allez sur le site de Statistique Canada à l'adresse www.statcan.ca sous la rubrique « Nos produits et services ».
Pour commander par la poste, écrivez à : Gestion de la circulation, Statistique Canada, 120, avenue Parkdale, Ottawa (Ontario), K1A 0T6.
Veuillez inclure un chèque ou un mandat-poste à l'ordre du Receveur général du Canada / Publications.
Les centres de consultation régionaux de Statistique Canada offrent toute une gamme de produits et services.
Pour trouver le centre le plus près, consultez les pages bleues de l'annuaire téléphonique sous « Statistique Canada ».
Les agents libraires agréés et autres librairies vendent aussi les publications de Statistique Canada.
Changement d'adresse : Ayez en main votre numéro de compte et composez l'un des numéros ci-dessus.
Visitez Statistique Canada sur Internet en tout temps à l'adresse www.statcan.ca. La base de données CANSIM est accessible sous la rubrique « Nos produits et services ». Il est également possible de consulter divers tableaux sous la rubrique « Le Canada en statistiques ».

STATISTICS CANADA LIBRARY
BIBLIOTHÈQUE STATISTIQUE CANADA
1010357150

DATE DUE